

LGV : l'ATVN veut être entendue

Patrick Subremon, le préfet d'Indre-et-Loire, doit rendre incessamment les conclusions de la mission d'étude qui lui a été confiée par le secrétaire d'État aux Transports autour du projet de ligne à grande vitesse (LGV) entre Tours et Bordeaux.

Dans le cadre de cette mission, l'association Tremblaye Veigné Nord (ATVN) vient d'écrire au représentant de l'État pour lui demander de prendre en compte le point de vue de cette association qui n'a pas été conviée aux réunions

de concertation. « Cette prise en considération serait de nature à apaiser quelque peu la colère montante d'environ un millier de riverains vindiniens qui attendent... des solutions de bon sens », souligne le président, Gérard Baudin, qui vient par ailleurs d'adresser un autre courrier au maire de Veigné, Patrick Michaud, pour déplorer sa passivité sur ce sujet.

Selon le responsable de l'ATVN, le premier élu de la commune n'a pas rendu compte des travaux de la commission de suivi, contraire-

ment aux engagements pris. « Force est de constater que... les arguments de notre association n'ont pas été présentés ni défendus », dénonce Gérard Baudin en mettant en doute la conception municipale de la « démocratie participative ».

Mise en garde pour l'A10 bis

Enfin, l'ATVN vient aussi d'écrire à la députée Marisol Touraine pour s'étonner cette fois de ses prises de positions concernant le tracé du futur

contournement autoroutier de l'agglomération tourangelle (A 10 bis). En fin d'année 2008, la parlementaire socialiste s'est prononcée pour la création d'un barreau de raccordement entre les autoroutes A 10 et A 85 au niveau de l'échangeur de Veigné. « Nous nous opposons catégoriquement à cette solution de facilité », lancent les représentants de l'ATVN en rappelant que l'immobilier a déjà perdu « 30 à 50 % de sa valeur » dans le secteur nord de Veigné.